

CHARLEMAGNE BROUTIN

**Premier Secrétaire Général
de l'Union Régionale naissante**



LA NAISSANCE de
L'UNION REGIONALE

LE 25 AVRIL 1920



P.3

ON VOUS EN DIT +

...SUR SES ORIGINES



P.6

LES PREMIERS PAS

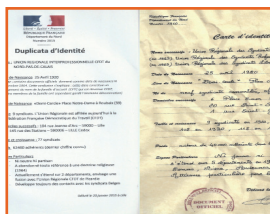
**LES ACTIONS
L'ACTIVITE CONQUERANTE**
des syndicats libres du Nord !



P.9

EXCLUSIF !

**Deux «documents»
à 100 ans d'écart !**



P.18

PORTRAIT DE FAMILLE

**LES SECRETAIRES GENERAUX
DE L'UNION REGIONALE
D'HIER A AUJOURD'HUI**



P.16

Bio' express

Charlemagne Broutin, « l'Empereur du Nord »



Issu d'une famille ouvrière de sept enfants, **Charlemagne Broutin est né le 17 juin 1884 à Carvin (62)**. Il travaille à l'âge de 14 ans, suit des cours du soir puis entre en 1903 à la **Compagnie des Chemins de Fer du Nord à Hellemes comme ajusteur**. Il s'intéresse aussitôt au syndicalisme, adhère en 1904 au syndicat des cheminots (CGT) le seul existant dans la profession. Après la grève des cheminots de 1910, ses camarades et lui-même se sentant de moins en moins à l'aise à la CGT, annoncent publiquement **leur démission** car *«leurs efforts pour détourner le syndicat de l'ornière politique dans laquelle il vient de s'embourber ont été vains»*. **Ils fondent alors le premier syndicat professionnel des cheminots** : Charlemagne Broutin est nommé secrétaire permanent.

Lors de la 1ère guerre mondiale, il est affecté à l'usine métallurgique de De Dion-Bouton à Puteaux (Seine) où **il fonde le syndicat libre des métallos**. Il jette aussi les bases du syndicat national de la future fédération des cheminots de France. En 1919, il participe à la fondation de la CFTC.

Louis Blain, fondateur du syndicat libre des travailleurs de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing et environs, lance un appel pour développer le syndicalisme dans le Nord. Charlemagne Broutin y répond, regagne **Lille en février 1921** et se voit confier la fonction de **secrétaire général de la nouvelle Union Régionale des syndicats libres**, créée le 25 avril 1920.

Sous son impulsion, l'organisation syndicale **se développe**, triple ses effectifs en 6 mois, avec près de 100 000 adhérents en 1937. Il accroît l'audience de l'hebdomadaire qu'il dirige *Le Nord Social* et crée **en 1925 l'École Normale Ouvrière** pour la formation des militants. Il développe des relations avec les autres syndicats chrétiens d'Europe, surtout les Belges.

Il joue un **rôle capital durant la deuxième guerre mondiale** dans le positionnement de l'organisation contre la participation à la Charte du Travail instituée par Pétain, créant un syndicat unique. Le «non» des nordistes, joint à celui des syndicats du Sud-Est, emporte l'adhésion : 85 % des syndicats sont hostiles à la Charte.

Il entretient des **rapports étroits avec la Confédération** : surnommé « l'Empereur du Nord », il préside par exemple la séance de clôture d'un meeting au Parc des Princes ou présente plusieurs rapports lors des congrès sur les caisses de chômage, la main d'oeuvre étrangère, les 40 heures... Il est vice-président puis président de la Fédération de la Métallurgie qu'il avait contribué à fonder. A sa retraite, il est vice-président d'honneur de la CFTC.

Il s'occupe de tout ce qui a trait **à la sécurité sociale** : trésorier de la Caisse d'Assurance Sociale, vice-président de l'hospice-hôpital de Loos, président de la Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse, administrateur de la Sécu, etc...

Il décède le 26 février 1963 à Hellemes.

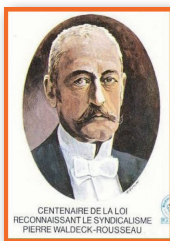
LA NAISSANCE

L'Union Régionale est créée le 25 avril 1920

Selon le journal «Le Nord Social», c'est une assemblée tenue le 25 avril 1920 qui a procédé à la création de l'Union Régionale des syndicats professionnels du Nord. Elle a été présentée à l'opinion publique lors d'un 1er Congrès à Roubaix le 4 juillet 1920.

«Ni jaune ni rouge»

La loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884 autorise la création de syndicats professionnels. Pour les syndicats professionnels du Nord, qui existent ici ou là (voir 6-7-8). « C'est un moyen légal, explique le Nord Social, de prendre sa place dans le monde du travail, d'y faire entendre sa voix, ses revendications... et les faire parvenir de façon autorisée jusqu'aux portes mêmes de nos ministères ». Mais alors pourquoi ne pas adhérer aux syndicats existants ? « Notre réponse est simple : **les uns sont trop jaunes, ils ne sont pas de vrais syndicats**, leur action reste suspecte, leur situation financière pas claire. **Les autres sont trop rouges**, empoisonnés par le virus de la politique et de l'athéisme. Dès lors il ne nous reste qu'une chose à faire : élever une maison à côté de la leur ! »



9 syndicats fondent l'Union Régionale

Une assemblée constitutive a lieu le dimanche **25 avril 1920 au «Demi-Cercle» place Notre-Dame à Roubaix**. Neuf syndicats* y participent. « Afin de s'aider mutuellement dans l'action et la propagande, ces syndicats* ont décidé de s'unir dans une Union Régionale des Syndicats professionnels du Nord ».

* Pour Roubaix : l'Union Syndicale des Employés du Commerce et de l'Industrie ; les Dames Employées ; les Ouvrières de l'Industrie Textile ; les Travailleurs de l'Industrie Textile.

Pour Lille : l'Union Syndicale des Employés de la Banque, du Commerce et de l'Industrie ; les Dames Employées du Commerce et de l'Industrie ; les Ouvrières de l'Habillement ; les Ouvrières du Textile.

Pour Halluin : l'Union Syndicale Ouvrière Textile

Les statuts sont discutés puis adoptés. « Cette réunion est, pour l'action professionnelle dans notre région, pleine de promesse d'avenir ! ».

Le 1er Congrès

Plus de cent délégués se réunissent au «Demi-Cercle» le 4 juillet 1920 à Roubaix. Après quelques mois d'existence, l'Union Régionale des Syndicats Professionnels du Nord se « signale » ainsi à l'opinion publique, note *Le Nord Social*. Pendant une heure, les représentants des syndicats locaux (Torcq pour Lille, Duhamel pour Roubaix-Tourcoing, Louckx pour les régions dévastées, Houte pour Halluin) font défiler les efforts, les résultats et les espérances des organisations qu'ils représentent. Puis le président national de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) tire les conclusions du débat et donne les « directives » : devant le rapide développement des syndicats, il faut asseoir l'organisation matérielle et financière de nos organisations, il faut s'occuper de la formation des militants, ne pas négliger la question de l'apprentissage.



Jules Zirnheld, président national, donne les «directives» à l'Union Régionale naissante

800 personnes l'après midi à l'AG des syndicats

Une Assemblée Générale des syndicats se tient le même jour l'après-midi dans la salle des fêtes du café Pandore (28 rue Pauvrée à Roubaix). **800 adhérents, membres des syndicats professionnels, y participent.** Charlemagne Broutin, alors secrétaire général du syndicat professionnel de la métallurgie de la Région Parisienne, y prend la parole pour faire l'historique du mouvement syndical et dénoncer les méfaits de l'individualisme.



L'entrée principale de la Salle du Café Pandore à Roubaix où s'est déroulée l'Assemblée des Syndicats

Louis Blain, secrétaire général de l'Union locale des Syndicats libres de Roubaix-Tourcoing et environs, présente un rapport sur l'état de la nouvelle « Union Régionale ». On a ainsi une idée de l'implantation syndicale de l'époque.

Dans l'arrondissement de **Lille**, les syndicats professionnels féminins sont passés en onze ans de 30 adhérentes à 721. Le syndicat des ouvriers du Textile (un an d'existence) a dû lutter contre les manoeuvres cégétistes pour faire sa place. L'union des syndicats des employés a pro-

gressé de plus de 100 nouveaux membres. Et un nouveau syndicat vient de naître : le syndicat professionnel des cheminots.

Sur **Roubaix-Tourcoing**, on a des syndicats professionnels très actifs : grève du textile, des banques, la bagarre du syndicat des employés pour des « appointements minimum » pour les jeunes, et celle du nouveau syndicat des « dames employées » pour de meilleures conditions de travail. Quant au monde des ouvriers et ouvrières du textile, il y a des sections formées à Roubaix, Tourcoing, Watrelos, Linselles, Roncq, Leers, Wasquehal et Toufflers. Le nombre progresse légèrement. Les raisons : l'apathie des ouvriers qui ne se syndiquent que par la pression ou l'entraînement, la lutte que mène la CGT contre nous, la peur pour certains d'être à la remorque de la CGT ou que l'on soit des copies des syndicats jaunes (patronaux).

Sur **Halluin**, on compte plus de 500 membres. Le Syndicat Indépendant reprend peu à peu son développement qui avait fait sa force avant la guerre 14-18 (1200 adhérents).

Des initiatives sont prises à Lille-Roubaix-Tourcoing-Halluin pour « grouper les **travailleurs du bâtiment**, si nombreux en cette période de reconstruction ».



Louis Blain, Secrétaire Général de Roubaix-Tourcoing, a présenté un rapport sur l'état des syndicats en 1920

L'Union Régionale s'étend

En un peu plus d'un an, l'Union Régionale se développe : plus de 1000 adhésions au sein désormais de 19 syndicats. De 1920 à 1925, on constate un triplement de ses effectifs.

En 1923, l'union Régionale modifie ses statuts pour prendre le titre d'**Union Régionale des Syndicats Professionnels du Nord de la France**. Son activité s'étend désormais sur **5 départements** : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Ardennes. Elle est dotée d'un secrétariat permanent, d'un journal aux adhérents « *Le Nord Social* » (voir p. 8)



L'étendard (recto-verso)
de l'Union Régionale avec les
emblèmes des 5 départements



En 1929, l'Union Régionale prendra le titre d'**Union Régionale des Syndicats Libres du Nord de la France**. Charlemagne Brou-tin est choisi comme secrétaire général, Georges Torcq assure la trésorerie. L'Union Régionale est sur les rails !



Le Nord, une petite Belgique ?



Lors du 1^{er} Congrès de l'Union Régionale, Louis Blain a fait la déclaration suivante :

« Nous sentons bien que si le mouvement syndical chrétien est né dans le Nord , il lui faudra encore du temps pour qu'il devienne vraiment robuste. Nous avons pour nous encourager l'exemple de la Belgique voisine. Nos industries, nos tempéraments, nos convictions, nos luttes qui se ressemblent étrangement, ne font-ils pas de nous, gens du Nord, les vrais frères des Belges. Ne pouvons-nous pas considérer notre département comme une petite Belgique ? »

C'était en 1920...une déclaration toujours d'actualité, non ?

ON VOUS EN DIT +

LES ORIGINES D'UN SYNDICALISME INDEPENDANT

Il faut remonter à la fin du 19° siècle pour comprendre comment un tel syndicalisme a pu prendre racine dans notre région. Et ce ne fut pas un long chemin tranquille !

Pas facile de faire sa place

La **Loi de 1884** autorise la mise en place de syndicats en France. En 1893, le pape Léon XIII publie un texte sur la question sociale, condamnant « *la misère et la pauvreté (qui pèsent injustement sur la majeure partie de la classe ouvrière) et le socialisme athée, dénonçant les excès du capitalisme et encourageant le syndicalisme chrétien et le catholicisme social* ». Le patronat catholique, met en place, malgré l'opposition virulente d'un certain nombre de prélats comme l'abbé Six, des syndicats mixtes (dirigés par les patrons).



Le curé d'Hellemmes, l'abbé Six, un de ces «prêtres démocrates» à l'influence déterminante

Mais, sous l'influence «de prêtres démocrates» et de réseaux liés au christianisme social (Le Sillon, les Semaines Sociales, la Démocratie Chrétienne...), des initiatives sont prises dans la région, sous des formes diverses, afin de créer des syndicats professionnels, confessionnels, séparés du patronat et de la CGT (en 1900, c'est la seule organisation de défense des ouvrier dans notre région).

Dans les années 1900, les premiers syndicats indépendants

Le tout premier naît à **Roubaix** le 9 mai 1893, quelques années après la promulgation de la loi de 1884 autorisant la mise en place de syndicats en France. Un professeur de philosophie, l'abbé Bataille, rencontre, dans les cafés, les ouvriers et discute avec eux des questions sociales. Huit mois plus tard naît le *Syndicat des vrais travailleurs*, dirigé par le tisserand Florentin Wagon. Il comptera jusqu'à 1200 adhérents mais disparaîtra dans les années 1900. En juillet 1919 est créée l'Union des Syndicats libres de Roubaix-Tourcoing et environs.

En 1896, chez Gartry à **Halluin**, suite à une grève de 13 semaines (victorieuse) pour l'augmentation de salaires, plusieurs grèves essaient dans d'autres entreprises du textile (Defretin, Fauchille, Gratry, Le maire...). Un groupe d'ouvriers se réunit à l'estaminet Saint Sébastien pour fonder un syndicat ouvrier professionnel.

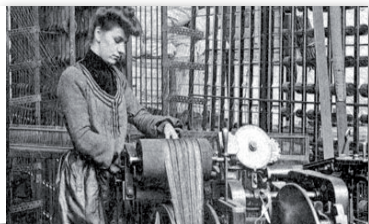


Halluin, les bâtiments du tissage Gartry (créé en 1870) ont connu de longues grèves en 1896 et ont été mis aux enchères en ...2012 !

Dans la ville de **Tourcoing**, naît en 1895 la *Fraternité ouvrière de Tourcoing*, qui disparaîtra aussi : son créateur, le tisserand Jules Decoopman, subit de telles « tracasseries » de la part des patrons après avoir participé en 1904 à la grève du textile qu'il doit quitter son emploi à l'usine Tiberghien. Car pas question pour les patrons de voir l'existence de « leurs syndicats » contestée par des syndicats socialistes et maintenant par des syndicats chrétiens ! Certains patrons appellent même leurs ouvriers à démissionner ...ou à prendre la porte.

A Lille, un ouvrier mécanicien, Fernand Leclercq, fonde dans le même esprit l'Union Syndicale Textile puis l'Union Syndicale Métallurgique qui comptera 1300 adhérents. Fernand Leclercq joue un rôle déterminant dans l'activité de ces syndicats : création d'un journal *Le Peuple* qui deviendra l'organe des syndicats ouvriers chrétiens, ouverture de la Maison des Ouvriers, projet sur la réduction du temps de travail, la création des caisses de retraites...

Les syndicats féminins sont parmi les tout premiers constitués : en 1909, est créé le syndicat professionnel féminin de l'habillement



(dit de l'Abbaye), un syndicat qui comptera 721 adhérentes en 1920 avec 3 sections sur Moulin, Loos et Hellemmes.

En 1912 voit le jour **le syndicat professionnel des cheminots d'Hellemmes**. Il est créé par un certain Charlemagne Broutin.

Ailleurs aussi dans la région

En 1894, à **Dunkerque** les *Syndicats maritimes*, mélangent socialistes et catholiques. Des réunions de marins ont lieu régulièrement et fin 1894, sont créées une coopé-

rative de consommation et une société de secours mutuel. A **Boulogne-sur-Mer** des réunions de cercle d'études, animées par un tourneur-ajusteur, précéderont la création de syndicats. A **Calais**, une association regroupant « *ouvriers et employés qui refusent les syndicats révolutionnaires* » se crée avec pour principale activité le placement (une sorte d'antenne de Pôle Emploi). Elle donnera naissance en 1913 au Syndicat des employés du commerce et de l'industrie, puis de l'Union Locale de Calais.

A **Merville**, début mars 1901, le président Quilliot du syndicat nouvellement créé déclare : « *Soyez uniquement des professionnels, laissez vos opinions politiques à la porte* ! » L'union ouvrière syndicale du bois et industries similaires de Merville se constitue, ainsi qu'une coopérative de boulangerie (La Prévoyante Mervilloise). A **Armentières**, les statuts de l'Union Ouvrière Syndicale de l'industrie textile d'Armentières sont déposés en mairie le 26 novembre 1903. Le nombre de tisserands et de filateurs y adhérant ne cesse de croître (1000 puis 2000 en 1914 !)

A **Sin-le-Noble**, en mars 1894 se crée le Syndicat de la Paix, « *séparé des meneurs révolutionnaires et grévistes à outrance* ».

A Anzin, le Syndicat libre Sainte-Barbe compte 2000 adhérents. En 1914 à **Arras** démarre le Syndicat des employés, une section du Syndicat des Employés et du Commerce de Paris (le SECI). Après guerre, il sera à l'origine de l'Union Locale d'Arras, fondée le 13 Décembre 1922.

En Décembre 1902, Dombray-Schmitt, originaire de l'Est, fonde à **Douai** le Syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, syndicat indépendant, autour duquel gravitent caisse de chômage, coopératives, société de maisons ouvrières, de jardins ouvriers, conférences populaires. Il prétend regrouper en 1906, 6000 mineurs dans plus de 60 communes. Il participe à la création du syndicat indépendant de Fourmies, et en 1907 à la création du syndicat des **tisseurs de Cambrai...**

Adhérer et cotiser : déjà les questions !

En 1895, le journal *Le Peuple* (journal créé par l'Union Démocratique du Nord et les syndicats) pose la question : *Pourquoi l'ouvrier ne vient pas au syndicat ? La question ouvrière est une question de subsistance, nourriture, vêtement, habitation. Que peut bien apporter un syndicat de tangible et immédiat quand il s'agit de survivre ?*

La cotisation syndicale est pour l'*Union des vrais travailleurs de Roubaix* de 0,50 f par mois, plus élevée que celle des autres organisations (0,15 f par mois). Mais pour avoir de l'influence, il fallait recruter des adhérents... sans les effaroucher par une cotisation élevée. Et l'ouvrier était « instable et utilitariste » : il adhérerait quelques mois dans les périodes difficiles (grèves...) ou pour espérer quelque assistance (maladies, naissances...). Les coopératives, les



mutuelles créées par les syndicats servaient aussi à les « fidéliser » et... à remplir leurs caisses.

Après les tâtonnements du début

Dans notre région, l'essor de ce syndicalisme (essentiellement ouvrier) a été long à se dessiner. Au 1er Congrès de l'Union Régionale, les orateurs parlent des « tâtonnements du début, de la nécessité de développer considérablement le syndicat, de recuter.. Quinze ans plus tard, en 1935, le congrès parlera du « magnifique développement des syndicats Libres de la Région du Nord ! »

Le saviez-vous ?

C'était le plus important hebdomadaire ouvrier du Nord

Né en 1920, ce journal est d'abord un mensuel de 4 pages. Il double son format en janvier 1923 : « *Le compte-rendu de la vie syndicale dans le Nord exigeant une place de plus en plus grande, le format en vigueur ne suffit plus* ». Et en octobre 1933, il devient hebdomadaire et compte 6 pages grand format. En 1937, *Le Nord Social* triple son tirage et avec **62 500 exemplaires chaque semaine**, il devient le plus grand journal ouvrier du Nord.



Sabordé en mai 1940, *Le Nord Social* reparait en octobre 1944 avec la taille modeste d'origine. En Octobre 1945, il retrouve le grand format des quotidiens sur 4 pages. En janvier 1953, sous le nom de **Nord Social Magazine**, il se transforme en édition régionale de *Syndicalisme*... Devant l'impossibilité de continuer d'obtenir des pages régionales dans le magazine national, sera éditée en 1972 *Liaisons CFDT* et ensuite *Interactions* !

LES PREMIERS PAS...

de la nouvelle Union Régionale

Les 10 premières années du syndicat «nouveau-né» sont marquées par plusieurs conflits qui inspireront confiance aux salariés et imposeront face au patronat et à la CGT la crédibilité de la toute nouvelle organisation syndicale.

La Grève des «Quatre Sous» dans le Textile

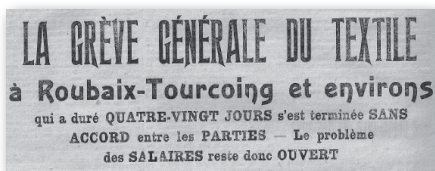
Le patronat textile de Roubaix-Tourcoing décide unilatéralement le 13 janvier 1921 de sortir d'un accord collectif sur les salaires, indexant les salaires du textile sur les variations du coût de la vie (Compromis signé en avril 1920). Pour les syndicats libres, «*les industriels syndiqués de Roubaix-Tourcoing et environ veulent se dégager des accords collectifs...et déterminer à eux seuls le taux des salaires de leurs ouvriers.*»

Les syndicats libres estiment «*qu'une grève générale du Textile est justifié...mais que le moment est mal choisi.*» Jusqu'au dernier moment, ils font des tentatives de conciliation. Mais tout est rejeté et on s'achemine vers le 16 Août au déclenchement de la grève. Ce sera **la grève des «quat'sous»** «*L'unanimité des ouvriers fut impressionnante, précise Le Nord Social. La grève fait tâche d'huile (Lannoy, Halluin, Wattrelos, Wasquehal...)* 60 000 travailleurs sont en grève dans toute la région.

Les syndicats libres font placarder dans toute la région une affiche «**A l'opinion publique**» expliquant que «*la grève calme, réfléchie, sans brutalité, ni violence, est une réponse digne à la manière de faire patronale... Les syndicats libres demandent à la Commission patronale de revenir sur sa décision et d'établir un accord durable qui fixerait les salaires d'après les va-*

riations constatées du coût de la vie. Que les patrons leur donnent cette assurance et les travailleurs rentreront satisfaits !»

Se succèdent alors divers entrevues, pour-parlers, essais de conciliation en Préfecture du Nord et à Paris, et de nombreuses assemblées générales d'ouvriers dans lesquelles les dirigeants syndicaux (BLAIN, VERKINDERE, BROUTIN) rendent compte des démarches et font le point de la situation.



Dès le 17 Octobre, un sérieux mouvement de reprise du travail se dessine.

Il ira chaque jour en s'accroissant. Seul Tourcoing résiste encore jusqu'à ce que le Parti Communiste (maître du mouvement dans cette ville) décide, sans consultation préalable des organisations syndicales, la reprise du travail. **La grève aura duré 80 jours**, sans que les ouvriers «*n'aient obtenu pour l'avenir aucune garanties qui, pour les syndicats libres, semblaient le point le plus important, mais qui, pour les dirigeants cégétistes, demeurèrent toujours le cadet de leurs soucis*»

La grève des Banques en juillet 1925

C'est l'une des premières actions revendicatives du nouveau syndicat sur l'ensemble du territoire régional, sous la houlette de Georges Blotacker et de Georges Torcq, fondateur de l'Union Syndicale des employés. Des cahiers de revendications sont élaborés un peu partout et envoyés aux directions des banques. Des dons sont recueillis pour soutenir le mouvement de grève. Un cartel syndical régional est constitué le 1er Août 1925 : il exige la reconnaissance des syndicats «légalement constitués», l'augmentation immédiate de 100 F par mois, le paiement des jours de grève et l'absence de sanctions pour les grévistes. La grève est votée le 8 Août 1925, à l'initiative de Charlemagne Broutin lors d'un meeting à Lille.

Léonie Vion, secrétaire générale des syndicats professionnels féminins, joue un rôle déterminant dans la grève des banques. L'évêque de Lille intervient en leur faveur, le préfet du Nord aussi.

raire de 0,50 F. Elle leur est accordée dans toutes les branches sauf dans le textile.

Le syndicat CGT, au cours d'un meeting organisé le 20 septembre 1928, décide la grève générale. Les syndicats libres décident unanimement de se joindre au mouvement de grève. Elle devient donc générale.



Un tissage de l'usine Sion

Le 23, les grévistes organisent une marche vers Roubaix où se déroulent leur meeting. Un patron déclare : « *Nous ne pouvons plus céder ; quand bien même la résistance communiste devrait durer six mois, nous ne capitulerons pas* ».

Le conflit sera dur et long. Les premiers incidents surgissent. Alors que l'autorisation leur a été accordée de faire un cortège le dimanche 26 septembre dans Halluin à condition de ne pas haranguer la foule, les responsables communistes prennent la parole. La gendarmerie à cheval charge. Le conflit s'étend, et le 28 septembre on compte à Halluin 7.039 grévistes sur 7.480 travailleurs.

Puis, chacun des adversaires durcissant ses positions, le conflit se prolonge : il durera 7 mois, avec de nombreux incidents. Une grenade est déposée devant la maison du commissaire de police; grévistes nés pour entrave à la liberté du travail. Après un meeting de la C.G.T.U,



La grève des Banques fait déjà la «une» du n°1 du journal Nord Social

Mais les directeurs de banque restent inflexibles. Aucune solution négociée n'est possible. Le travail reprend petit à petit : des grévistes sont licenciés et de petites primes accordées.

Le long conflit Sion (1er mars 1928 15 avril 1929) et l'évêque «rouge»

A « Halluin la Rouge » éclatent régulièrement des conflits du travail. **A la filature des établissements Sion**, les mécaniciens font grève le 20 septembre 1928 afin d'obtenir une augmentation de salaire ho-

des grévistes se dirigent vers l'usine Sion, jettent des pierres et font fuir ceux de leurs camarades qui avaient repris le travail. Le 25 février 1929, un non-gréviste qui rentrait chez lui, revenant du cinéma, est matraqué ainsi que sa femme. Le 9 février, des individus recouvrent de goudron la porte de la demeure du maire d'Halluin.

Les syndicats libres sollicitent l'arbitrage de M. le Préfet du Nord. Mais celui-ci est refusé par Désiré Ley, secrétaire du consortium, qui réfute toujours le fait syndical, et accuse en particulier les syndicats libres d'être d'esprit révolutionnaire. Un rapport envoyé au Vatican les accuse de n'avoir rien de chrétien.



Statue en bronze réalisée par Jean Roulland en hommage au cardinal Liénart (Jardin de la Cathédrale de Lille)



Ouvrières en grève dans la cour de l'usine (1928)

En février, 5^e mois de grève, **la misère s'installe** dans de nombreuses familles ouvrières d'Halluin. Les syndicats ne disposent pas d'assez de ressources pour verser une allocation à leurs adhérents. Beaucoup partent vers les syndicats belges, qui eux pouvaient verser 120 F par mois aux ouvriers en grève. Les dirigeants syndicaux décident alors d'organiser une collecte en faveur des familles des grévistes. **Les syndicats libres lancent une souscription**

le 17 février 1929...et parmi la liste des premiers souscripteurs, figure **Achille Liénart**, nouvel évêque de Lille !

Les dirigeants syndicaux d'Halluin (Arthur Houte, Verkindère) s'interrogent sur la conduite à tenir. Depuis un premier conflit aux Ets Sion, ils ont rompu leurs relations avec les syndicats patronaux. Ils sont méprisés par la C.G.T., qui ne leur pardonne pas d'avoir donné l'ordre de reprendre le travail lors d'une précédente grève. Et la hiérarchie catholique n'a pas encore explicité sa position sur le problème du syndicalisme chrétien. Mais le nouvel évêque de Lille, qu'on surnomera plus tard **«l'évêque rouge»**, prend nettement position en faveur des grévistes. C'est lui aussi qui sera à l'origine d'**une rencontre décisive**. Le 2 avril, il offre sa médiation et organise une entrevue entre Désiré Ley et les dirigeants des syndicats libres... en les laissant en tête-à-tête. L'entrevue se solde par un succès.

Le 15 avril, les patrons font connaître leurs positions : les patrons modifient le règlement d'atelier et admettent le principe des relations entre syndicats patronaux et ouvriers.

10 ans de conflits entre les syndicats libres et le Consortium Textile de Roubaix

En octobre 1920, devant l'augmentation du coût de la vie, au lieu de majorer les salaires, le patronat textile de Roubaix triple le montant des allocations familiales. Les syndicats libres estiment que, dans ces conditions, celles-ci font partie du «salaire minimum» et que leur montant et les modalités de versement peuvent être discutés par les syndicats ouvriers.

Pour le patronat, au contraire, elles relèvent du «sens familial des industriels» et doivent échapper à la négociation.

En octobre 1921, les syndicats libres participent à la grève des «quat'sous». Les rapports entre patronat et syndicats libres se tendent progressivement. Le secrétaire patronal fait preuve de plus en plus d'agressivité : il les accuse de faire de la démagogie et d'entretenir une campagne d'action contre le patronat. **La rupture se produit en novembre 1924.** Après plusieurs demandes d'augmentation de la prime de vie chère et des allocations familiales, demandes refusées par le Consortium Textile, les syndicats libres se réunissent en AG le 16 novembre à Tourcoing. Ils posent leurs revendications : augmentation « sérieuse et générale » de la prime de vie chère, augmentation du sur-salaire familial pour les familles de deux et trois enfants, hausse de 0,10 f du salaire horaire des « hommes de peine ».

Le secrétaire patronal, Eugène Mathon, **attaque de façon virulente dans la presse les syndicats libres** : il parle de « leur arrogance, de leur puérole suffisance dans les pourparlers (négociations), leur incompetence...» et tente même de démontrer leur collusion avec les communistes. Une attaque en règle relayée par François Coty du *Figaro* ! Il dépose même au vatican une plainte contre les syndicats libres du Nord, les accusant d'avoir un déplorable esprit de lutte de classe, d'être des «fauteurs de tendances marxistes et de socialisme d'Etat».

Cette attaque n'a pas seulement un caractère antisyndical : elle a une visée politique. Toute la droite utilise cette attaque pour combattre auprès du Vatican tous les prêtres « démocrates » qui soutiennent les syndicats libres...et parmi eux, un certain curé de Tourcoing, Achille Liénart, qui sera nommé plus tard évêque de Lille.



En mai 1931, le même patronat décide une baisse des salaires de 10 % dans le textile Roubaix-Tourcoing : **les syndicats libres s'engagent dans la grève** (112 000 salariés du textile sur 128 000 sont en grève). Ils font appel au ministre du travail de l'époque, Adolphe Landry. Des patrons indépendants critiquent de plus en plus l'attitude inflexible de ceux du Consortium Textile. Le Président du Conseil Laval intervient, de même que le curé de la paroisse, Achille Liénart, et finalement les syndicats libres trouvent une solution partielle avec des patrons indépendants : ceux-ci seront près d'une centaine à signer un accord avec les syndicats.

Le journal national *L'Information Sociale* du 6 octobre 1931 indique que les syndicats libres **«dans cette grève du textile, ont à peu près seuls dirigé une discussion ordonnée et précise, à laquelle les syndicats cégétistes devaient se rapporter !»** Argumentation solide, suggestions, réflexions : voilà ce que proposent les syndicats libres, note l'historien Michel Launay.

Dans le Pas-de-Calais, un démarrage timide

Au lendemain de la 1ère guerre mondiale, une quinzaine de syndiqués d'employés se retrouvent le 29 mai 1919 à Arras. Ils instituent une coopérative de groupement d'achat. Mais **les effectifs peinent à s'accroître**. Le nouveau syndicat réussit à obtenir aux élections prud'homales de novembre 1920 3 élus à Arras (Eugène Dupuis, Ernest Vasseur, Marcel Salacroux). A Calais ce sont quatre candidats qui sont élus. En Août 1921, **Jules Catoire** (qui sera appelé par Robert Schuman pour être membre du gouvernement en 1948 sous l'étiquette MRP) est nommé permanent syndical.

En 1920, 19 syndicats existent dans le Pas-de-Calais, avec des syndiqués à **Boulogne** du bâtiment, de la pêche, et des employés, à **St Omer** des dames du commerce et de l'industrie... Malgré l'installation d'unions locales à Arras (1922), Calais, Boulogne, Béthune, St Omer, Lillers, les effectifs du syndicat libre atteignent difficilement **les 500 adhérents (en majorité des femmes et des «cols blancs»)** alors que la CGT compte, elle, à la même époque, plus de 20000 syndiqués ! Mais l'organisation syndicale rattrapera le temps perdu et aura 18 000 adhérents dans le département en 1934 et 38 syndicats.

Le syndicat Libre des Mineurs

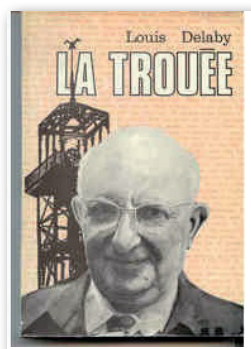
En 1920, l'Union régionale prévoit de « *travailler dès qu'on le pourra le bassin minier* ». Trois ans plus tard, Jules Catoire prend des contacts avec quelques mineurs de Marles. **Une section est créée le 29 juillet 1923** avec une dizaine de membres. Le 23 Décembre, Jules Catoire et Charlemagne Broutin tiennent une AG à Arras : des syndiqués d'Abscon, d'Allouagne, Chocques et Lillers créent le syndicat Libre des Mineurs.

En 1925 et 1926, c'est **l'épanouissement de ce syndicat des mineurs** : des sections sont créées à Lens, Vendin-le-Vieil,

Wingles, Liévin, Avion, Vimy, Courrières, Aniche. Jules Pruvost est nommé, le 1 er mars 1928, permanent de ce syndicat qui compte désormais 25 sections.

La Trouée

C'est le titre d'un livre de **Louis Delaby**, né à Méricourt. Ce militant de l'A.C.J.F (Action Catholique de la Jeunesse Française), employé aux mines, présente, en 1927, un rapport qui fait grand bruit. Il ose affirmer publiquement la nécessité, pour tout travailleur, de se syndiquer. Rien d'extraordinaire, sauf qu'il faut savoir que, dans les mines, le droit de se syndiquer n'est guère reconnu qu'aux ouvriers. Si l'employé collaborateur de la direction s'avise de se syndiquer, c'en est fini de la paix sociale !



Elu en 1931, le jeune syndicaliste (dont le fils Julien deviendra secrétaire général de l'Union Régionale CFDT) connaît alors la pire des sanctions : l'isolement forcé sous la surveillance d'un garde de la compagnie minière avec un travail qui ne lui demandait pas plus d'une heure par jour. Le reste du temps : regarder travailler les autres. Démoralisant !

Cherchant à briser le syndicalisme naissant chez ses employés, le patronat minier obtient l'effet contraire, concourant ainsi au développement des syndicats !

LE MAGNIFIQUE DÉVELOPPEMENT DES SYNDICATS LIBRES DE LA RÉGION DU NORD

Fondée le 25 avril 1920, l' Union Régionale connaît à l'époque un formidable développement... faisant croître ses effectifs de 45% en 15 ans. Morceaux choisis du rapport « L'activité conquérante des syndicats libres du Nord de la France » présenté par Charlemagne Broutin au Congrès des 6 et 7 avril 1935.

45 % de progression des adhérents en 15 ans

Les effectifs de l'Union Régionale se sont accrus, malgré la crise, de **45 % de 1920 à 1935**. C'est la seule organisation ouvrière à avoir réalisé de tels progrès, note le rapport. Les syndicats passent de neuf à 47 en 1925, puis 102 en 1930 et 118 en 1934. Dans le même temps les unions locales passent de 2 à 20 en 1935 : Lille, Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, Wasquehal, Halluin, Armentières, Dunkerque, Valenciennes, Douai, Denain, Arras, Lens, Béthune, Saint-Omer, Calais, Bou-

logne, Saint-Quentin, Charleville, Sedan...

Même développement dans le domaine professionnel

En 1920, l'action syndicale s'étendait à trois corporations : Textile, Employés, Habillement. **En 1920, elle atteint une vingtaine de secteurs professionnels** : Textile, Employés, Habillement, Cheminots, Métallurgie, Bâtiment, Mineurs, Livre, Transports, Bois, Produits chimiques, Voyageurs et Représentants, Préparateurs en pharmacie, Tramways, Boulangers, Ardoisiers, Grutiers, Marins, Gaz et Électricité, PTT, Ponts et Chaussées, ...

L'activité conquérante des Syndicats Libres du Nord de la France

par Charlemagne BROUTIN

A l'occasion du XVP Congrès de l'Union Régionale des Syndicats Libres du Nord de la France sous présidence d'honneur de Léon de Fombert, le rapport de Charlemagne BROUTIN, secrétaire général, qui sera soumis au Congrès, qui s'ouvre aujourd'hui même, à Lille :

Après quinze années d'activité en-rière, il est intéressant pour un mouvement aussi important que celui des Syndicats Libres de faire le point, en marquant brièvement les étapes du chemin parcouru, les progrès réalisés tant dans le domaine de l'organisation que dans celui de la représentation professionnelle, de noter les faits saillants de l'année écoulée et d'indiquer enfin dans

quelle voie il entend orienter ses efforts pour atteindre son but, c'est-à-dire l'organisation professionnelle.

ÉTAT ACTUEL DE NOS ORGANISATIONS

Voyons donc d'abord où en est le développement des organisations. Le tableau ci-dessous indique les progrès réalisés de 1920 à 1934, donnant l'état de nos groupements, le nombre des professions en voie d'organisation, le chiffre de nos propagandistes et de nos conseillers prud'hommes au 1er et à mesure des progrès de l'Union Régionale :

	1920	1925	1930	1934
Syndicats	9	47	102	118
Unions Locales	2	5	15	20
Unions Départementales	»	2	3	3
Sections Régionales	»	»	»	3
Union Régionale	1	1	1	1
Total	12	55	121	145
Professions	3	10	15	20
Propagandistes permanents	3	8	20	30
	1920	1926	1932	1934
Conseillers Prud'hommes	»	14	36	44

L'ACTIVITÉ DE NOS UNIONS LOCALES ET DÉPARTEMENTALES

L'activité des Unions Locales et Départementales a été excellent pendant l'année écoulée.

L'Union Locale de Lille a eu, en accord avec ses syndicats adhérents, à s'occuper du conflit cotonnier, puis du renouvellement des conventions collectives dans l'Imprimerie et l'Habillement. Les cours professionnels masculins et féminins ont marqué un grand développement plein de promesses pour l'avenir. A cette année un accroissement des effectifs syndicaux de son parti au concours du Nord Social.

Le 25^e anniversaire des Syndicats féminins a été brillamment fêté.

La région de Roubaix-Tourcoing, avec ses deux Unions Locales de Roubaix-Tourcoing, Wattrelos et Wasquehal est toujours en progrès grâce à la bonne organisation des Services syndicaux. Notamment au sujet de la fermeture des Etablissements Hostaux les Syndicats Libres ont activement intervenus, de même ils ont fait tout ce qu'ils ont pu au-près des Pouvoirs Publics pour faire valoir les allocations de chômage et obtenir finalement le décalé de la crise à trois millions de francs.

Les Unions Locales d'Halluin, d'Armentières et de Comines ont eu un remarquable succès dans l'opération pour cependant augmenter leurs effectifs, dans des localités dépendant de ces Unions.

Indiquons qu'Halluin a, de son côté, versé plus de deux millions de francs à l'abolition de chômage.



Des « propagandistes » ...ancêtres des développeurs ?

Pour assurer ce développement et le travail syndical, le journal « *Le Nord Social* » indique que le **nombre de propagandistes** est passé de 3 en 1920 à 30 en 1935... On retrouve dans cet hebdomadaire des articles tels que « *Comment créer et développer une section : un exemple à suivre* » (celui de Desvres en mai 1935) ou en novembre 1935 « *Syndiquez-vous* ». On relève même le 1er Octobre 1935 le lancement d'un « *Grand concours de propagande* » dont le but est de vendre 10 000 numéros supplémentaires en 9 mois, concours doté de « lots nombreux et importants ».

La Victoire aux Prud'hommes

Un des signes du développement et de l'activité de l'organisation syndicale est le résultat aux élections prud'hommes de 1935. Le journal *Nord Social* titre à la une : **Eclatante Victoire des syndicats Libres !**

Les syndicats Libres sont les seuls gagnants des Elections Prud'homales de Novembre 1935, avec 12 réélus sur 15 conseillers prud'hommes sortants et 20 nouveaux sièges conquis

Les syndicats libres sont passés successivement de 14 élus en 1926, 24 élus en 1929, 36 élus en 1932, 44 en 1934 et 61 en 1935 (sur 89 candidats). La presse d'information a donné peu d'écho à cette consultation professionnelle ouvrière, souligne le journal !!!



Dans la Confédération, le Nord-Pas de Calais aux premières places !



Entre les deux guerres mondiales, des prix sont remis aux syndicalistes qui font le plus de développement syndical. Dès 1924, le prix « *Brellaz* » du **propagandiste le plus méritant sur le plan national** est attribué à **Charlemagne Broutin**, le secrétaire général de la région. L'année suivante à Arthur Houte d'Halluin, en 1932 à Léonie Vion de Lille, secrétaire générale des syndicats féminins, et en 1936 à Jean-Baptiste Denis de Roubaix. En 1930, l'Union Régionale est première en nombre d'adhérents devant l'Union Régionale de Paris !

D'HIER À AUJOURD'HUI

100 ANS SEPRENT CES DEUX DOCUMENTS !

Nous avons « retrouvé » deux documents* sur l'identité de l'Union Régionale CFDT, réalisés à près de cent ans d'écart. Les voici en exclusivité ! ...et trouvez les différences .

République Française
Département du Nord
N° 1320

Carte d'identité

Noms successifs : Union Régionale des Syndicats Professionnels du Nord
(en 1923) Union Régionale des Syndicats Professionnels du Nord de la France
(en 1929) Union Régionale des Syndicats Libres du Nord de la France

Date de Naissance 25 avril 1920

Lieu de Naissance "Demi-cerle" Place Notre-Dame à Roubaix

N° de neuf syndicats rassemblés, affiliés à la C.F.T.C.

Domiciles successifs 6 Place Simon Vollen à Lille
20 rue Saint-Sauveur à Lille
1 rue Saint-Jean à Lille

Taille et croissance 9 syndicats en 1920, 47 en 1925,
102 en 1930, 118 en 1934, 155 en 1935

Poids autour de 40.000 adhérents dans les années 30

Signes Particuliers Ni jaune ni rouge
s'étend sur 5 départements en 1923 : Nord, Pas-de-Calais,
Somme, Flandres, Ardennes
Affiliation particulière pour les syndicats chrétiens Belges

Delivré le 15 mai 1920 à Lille

DOCUMENT OFFICIEL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Nord

Numéro 2015

Duplicata d'Identité

Document certifié
conforme à l'original
et actualisé en
fonction des
Informations vérifiées
et produites par le
demandeur

Noms : UNION REGIONALE INTERPROFESSIONNELLE CFDT du
NORD-PAS-DE-CALAIS

Date de Naissance 25 Avril 1920

A noter : certains documents officiels donnent comme date de naissance le 7 novembre 1964. Cette confusion s'explique : cette date constitue un changement du nom de la famille d'accueil (CFTC qui est devenue CFDT, certains membres de la famille ont cependant gardé l'ancienne dénomination)

Lieu de Naissance «Derni-Cercle» Place Notre-Dame à Roubaix (59)

Né de 9 syndicats. L'Union Régionale est affiliée aujourd'hui à la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Domiciles successifs : 104 rue Jeanne d'Arc – 59000 – Lille
puis 145 rue des Stations – 590006 – LILLE Cedex

Taille et croissance : 77 syndicats

Poids 62460 adhérents (dernier chiffre connu)

Signes Particuliers

- Ni neutre Ni partisan
- A abandonné toute référence à une doctrine religieuse (1964)
- Actuellement s'étend sur 2 départements, envisage une fusion avec l'Union Régionale CFDT de Picardie
- Développe toujours des contacts avec les syndicats Belges



Délivré le 20 janvier 2015 à Lille

* Attention : ces deux documents sont des «créations» de notre rédaction ! Ils n'existent pas...mais sont conformes à la réalité passée et présente

D'HIER À AUJOURD'HUI

EN 100 ANS, SEULEMENT 6 DIRIGEANTS DE L'UNION REGIONALE

La région Nord-Pas-Calais est, à notre connaissance, la seule région de France où ne se sont succédés en près de 100 ans que 6 secrétaires généraux à la tête de l'organisation syndicale. Gage de continuité et de stabilité ? Frein au renouvellement ou au dynamisme ? Chacun est à même de juger. Voici quelques courts portraits de ces dirigeants.

Charlemagne Broutin, « défricheur »

Charlemagne Broutin, après avoir été à l'origine du syndicat professionnel des cheminots, ainsi que du syndicat libre des métallos, devient secrétaire général de la nouvelle union régionale des syndicats libres, créée le 25 avril 1920. Sous son impul-



sion, l'Union Régionale se développe rapidement. «*Par son style direct, ses gestes vifs et naturels, son regard perçant, il était une force de conviction incomparable qui s'imposait*» (André Glorieux, son successeur)

André Glorieux, bâtisseur infatigable

Né à Roubaix en 1910, d'un père ouvrier dans la teinture et d'une mère repasseuse, il grandit dans un quartier populaire. Formé à l'ébénisterie dans une école professionnelle, il participe à la fondation de la JOC en 1927, et entre dans une entreprise de menuiserie. Il adhère d'abord à la CGT, puis après une grève infructueuse menée par un syndicaliste extérieur à l'entreprise, il rejoint la CFTC en 1928. Permanent en 1933 à l'Union locale de Roubaix, puis à Tourcoing, il devient secrétaire général de la région en 1947, puis trésorier de la Confédération en 1955. Lors de l'évolution de la CFTC en 1964, il cherche d'abord à concilier les différentes positions, respecte la décision majoritaire du congrès de 1964 et entraîne avec lui pratiquement toutes les composantes du Nord. Démocrate intransigeant, d'abord avec lui-même, hu-

maniste convaincu, attentif à l'opinion des autres, **André Glorieux** a marqué plusieurs générations de militants sensibles à son humeur égale, à sa grande courtoisie, et la qualité de la préparation des questions qu'il traitait. Il a toujours eu une préoccupation forte pour la formation tant syndicale que professionnelle. Il a été un des artisans de la fondation du CREFO (Centre Régional d'Education et de Formation).



Julien Delaby, inventif et visionnaire

Fils de Louis Delaby, une grande figure de la CFTC mineurs, Julien est né à Méricourt en 1933. Il adhère à la CFTC dès son entrée au travail à 14 ans, en 1947, comme typographe à La Centrale, imprimerie de la fédération des mineurs CFTC. En 1957, à 24 ans, il devient secrétaire de l'Union locale de Lens et anime la commission des jeunes de l'Union Départementale. A 30 ans, il devient permanent du Pas-de-Calais. En 1964, lors de l'évolution de la CFTC qui devient CFDT, il conduit la réflexion pour maintenir l'Union départementale dans la CFDT (sauf les mineurs).



Julien Delaby rejoint en 1975 l'Union Régionale et en devient le secrétaire général jusqu'en 1988. Au bureau national de la CFDT, il sera un des piliers aux avis écoutés. Dans une époque où le syndicalisme traverse une crise d'identité, il aide à rechercher de nouvelles pistes en s'appuyant sur notre histoire régionale et notre partenariat avec nos voisins belges. Il prône un syndicalisme qui garde sa fonction revendicative mais qui a l'ambition de transformer la société et la vie quotidienne en développant de nouveaux outils,

Au sein du CESR, où il siège de 1988 à 2001, il amène une vision prospective de l'avenir de notre région au plan économique, social et culturel. Il fait preuve d'inventivité (comme l'idée du TER Régional). Sensible au secteur de l'économie sociale et solidaire, il incite le syndicalisme à mieux prendre en charge la formation continue

Jean-Marie Toulisse, la négociation au coeur

Né à Beuvrage dans le Nord, en 1947, **Jean-Marie Toulisse** débute sa vie professionnelle comme



caissier-manutentionnaire en 1965 aux Halles de Valenciennes avant d'être ensuite employé aux HBNPC (Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais). Il adhère à la CFDT en

1968. Permanent à la fédération CFDT des mineurs en 1971, il devient ensuite permanent CFDT du Pas-de-Calais, puis animateur de la CFDT Artois-Douaisis de 1976 à 1978 avant de rejoindre l'Union Régionale et d'en occuper les fonctions de Secrétaire Général de 1988 à 1998. Ensuite il rejoint la Commission Exécutive de la Confédération, dans l'équipe de Nicole Notat jusqu'en 2006. Il occupe la fonction de trésorier et est chargé de négocier la Réforme des retraites 2003, les Accords nationaux sur les Retraites Complémentaires, l'Accord National Interprofessionnel Emploi des

Seniors 2004 et l'Accord National Indemnisation du chômage 2005. Il poursuit son engagement dans la région sur les questions de retraites, dialogue social, négociation, d'intergénérationnel.

Phillippe Perrault, à la barre

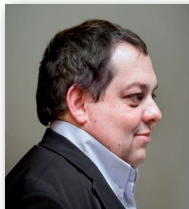
Né en 1955, à Etaples, **Phillippe Perrault** entre à la Française de Mécanique, à Douvrin, comme électro-mécanicien. A la CFDT, il occupe des responsabilités syndicales au sein de l'entreprise puis au syndicat de la métallurgie et à la CFDT Artois-Douaisis. En 1997, il rejoint le secrétariat régional, où il est chargé de la formation syndicale et des problèmes de vie en société. Un an plus tard, il est élu secrétaire général de l'Union Régionale. Chargé des questions du développement économique de la région, il oeuvre pour l'emploi et pour tenir la barre d'une CFDT qui puisse peser auprès des décideurs et... qui aura su faire preuve de cohésion.



Depuis 2010, il continue son engagement en tant que Président de la Macif Nord-Pas de Calais.

...et depuis 2010 Pascal Catto

Originaire de Boulogne-sur-Mer, **Pascal Catto** a été employé dans une entreprise de transports de



fonds, y fait appliquer la convention collective, crée une section syndicale CFDT et finit comme représentant au Comité de groupe européen de l'entreprise. En 1995, à 27

ans, il devient secrétaire de l'Union Locale de Boulogne-sur-Mer. Sept ans plus tard, il prend en charge comme secrétaire régional les problèmes de formation et d'emploi avant d'être élu en 2010 secrétaire général de l'Union Régionale.

COLLECTION

HISTOIRES & VIE SYNDICALE

Ce fascicule fait partie d'une collection de fascicules édités par l'**Association Régionale de l'Histoire Ouvrière et Sociale**, à l'occasion des 100 ans de l'Union Régionale CFDT Nord - Pas de Calais. Ils mettent en avant des hommes et des femmes, qui dans leurs parcours, leurs actions, leurs préoccupations ont construit au fil des années, depuis un siècle, l'Union Régionale CFTC puis CFDT.

Dans cette collection, sont parus :

- 1 **Charlemagne Broutin** : la naissance de l'Union Régionale Nord-Pas de Calais
- 2 **Robert Tonnoir**, militant ouvrier valenciennois, résistant et fidèle
- 3 **Eugène Descamps**, militant ouvrier du Nord à la tête de la Confédération
- 4 **Roger Ledrôle**, un inépuisable militant du Valenciennois
- 5 **Renée Lambert**, militante du textile et de la cause des femmes

D'autres fascicules compléteront cette collection

Les fascicules peuvent être commandés à :

CFDT Nord-Pas-de-Calais
145 rue des stations
BP 88
59006 - LILLE CEDEX

Tous renseignements également dans les permanences professionnelles ou locales de la CFDT.

Prix unitaire 3 €

Fascicule publié sous l'égide du groupe « Histoire » de l'Union Régionale CFDT - 145 rue des Stations - BP88 59006 LILLE - Conception et Rédaction : Denis Parat - Conception graphique : Marie-Odile Deroo - Denis Parat - Ressources documentaires et iconographiques : archives CFDT Nord - Pas de Calais - Les premiers syndicats démocrates chrétiens dans le Nord de la France 1893-1919 (Pierre Glorieux) - Un siècle de combat syndical (Bruno Béthouart -1997) - Dictionnaire Biographique Le Maitron (éditions de l'Atelier)